

ENVIRONNEMENT

# Trier les déchets, défi des dix ans à venir

Le syndicat Valor'Aisne n'a pas attendu la fin de la décharge d'Allemant pour débiter une réflexion sur les nouvelles façons de valoriser les déchets dans le département.

L'ESSENTIEL

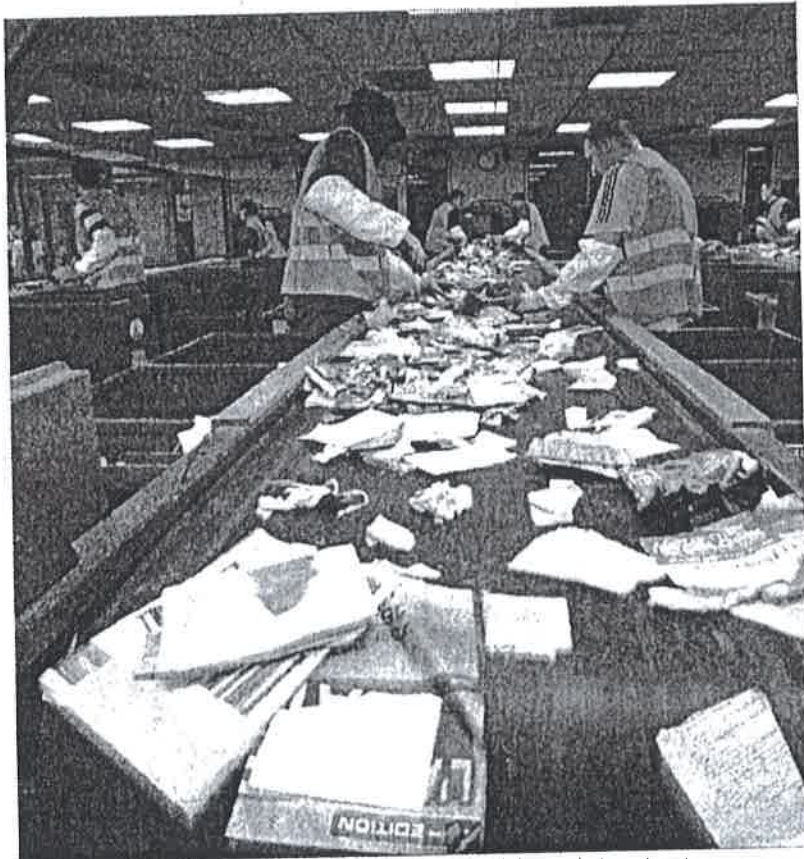
- Le syndicat de traitement des déchets de l'Aisne Valor'Aisne est à la croisée des chemins.
- D'ici dix ans, le président du syndicat Eric Delhaye et son équipe veulent trouver de nouveaux moyens pour réduire la production de déchets et en valoriser le maximum.
- L'Aisne est en bonne place pour ce qui est du tri, tout comme pour le prix de traitement à la tonne, qui est de 30 euros.

Le Département a décidé de demander la fermeture définitive de la décharge d'Allemant, et le syndicat de traitement des déchets regarde cela de loin. « Cela fait dix-huit mois que nous ne mettons plus aucun déchet à Allemant. De plus, le syndicat Valor'Aisne ne veut pas se positionner sur cette affaire », souligne le président Eric Delhaye.

Ce qui préoccupe le responsable ces derniers temps, c'est la gestion des déchets résiduels, ceux qui, pour le moment, patent en centre d'enfouissement sans être valorisés. « Avec les collectivités adhérentes, qui réalisent un gros travail, nous collectons 130 000 tonnes par an, dont la moitié part vers notre centre d'enfouissement de Grisolles et l'autre partie vers des centres privés de l'Aisne ou de l'Oise. Nous attendons aujourd'hui la mise en place du plan régional déchets, qui permettra de mettre en synergie nos compétences à l'échelle de la région des Hauts-de-France. »

Réduire de moitié les déchets dans la prochaine décennie

Suivant les prochains marchés décidés par le syndicat, Eric Delhaye pense à des méthodes de valorisation plus innovantes. « Nous réfléchissons à des contrats d'objectifs d'économie circulaire qui pourraient conduire à des coopérations entre territoires pour mettre en place des filières de valorisation locales. » Sur ce point, Eric Delhaye évoque les déchets collectés. Il ne prend pas en compte les 120 000 tonnes issues des déchetteries qui vont être prises en



L'objectif, d'ici dix ans, est de mettre en place une meilleure valorisation des déchets. Archives Christian Lemerle

charge à partir du 1<sup>er</sup> janvier. « Avec tout ce tonnage, le législateur nous demande de réduire les déchets de moitié d'ici dix ans. L'enjeu est colossal, mais nous avons des marges de manœuvre. »

Des pistes sont à l'étude, notamment pour mieux trier les encombrants et surtout réduire les déchets à la source. Travailler sur le compostage individuel ou collectif, voire créer de petites unités de méthanisation : telles sont les idées qui pourraient être développées. « La réduction à la source des

« Plus il y a de déchets à enfouir, plus la collectivité paye. Ce qui n'est pas entièrement répercuté sur les foyers » Eric Delhaye

déchets organiques notamment est indispensable. Nous devons peut-être impliquer plus fortement les

gros producteurs comme les collèges, les lycées, les hôpitaux, qui produisent plus de 200 repas par jour, plus de 200 jours par an. Ils ont déjà des obligations dans ce domaine. Nous faisons un gros travail de veille pour déceler les bonnes méthodes, car entre celles qui ne fonctionnent pas et celles qui sont trop coûteuses, nous ne devons pas nous tromper. »

Les particuliers devront aussi y mettre un peu de bonne volonté. Dans certains secteurs de l'Aisne, une tarification incitative a été

Incliner à trier pour moins payer

Le syndicat de traitement des déchets Valor'Aisne traite jusqu'à lors tous les déchets collectés en porte-à-porte et une partie des déchets de déchetterie. Un système jugé inéquitable par certaines collectivités. C'est pourquoi, les statuts du syndicat viennent d'évoluer. À partir du 1<sup>er</sup> janvier, Valor'Aisne va récupérer tous les déchets issus des déchetteries. Dans un premier temps, le syndicat assurera que le traitement, le transport sera pris en charge, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, selon le souhait des collectivités. Cette modification va entraîner Valor'Aisne à regarder de près la tonne de déchets non valorisables. Les collectivités seront d'autant plus encouragées à améliorer le tri et assurer ainsi des recettes sur la revente des matériaux valorisables.

mise en place. Il apparaît que le volume de déchets a baissé d'environ 30%. « Avec les collectivités adhérentes, un système de paiement à la tonne est déjà en place. Plus il y a de déchets à enfouir, plus la collectivité paye. Une somme qui n'est évidemment pas entièrement répercutée sur les foyers, mais ce système incite les élus à engager des démarches de valorisation plus poussées. » L'Aisne compte de très bonnes performances en matière de tri et Eric Delhaye estime que la marge de progression est encore importante. « Nous devons maîtriser le coût de traitement, car les foyers axonaux ne sont pas très aisés. Il faut compter 38 euros de coût de traitement. Nous sommes dans la moyenne basse. »

Une valorisation différente, plus de prévention pour réduire encore le volume des déchets et trier les ordures ménagères résiduelles, histoire de réduire l'enfouissement, sont autant de pistes que Valor'Aisne va étudier, tout en sachant que le meilleur déchet est celui qui n'est pas produit.

SAMUEL PARGNEAUX

VALOR AISNE A SA CHAÎNE YOUTUBE

► Histoire de constater comment fonctionne un centre de tri ou d'avoir quelques conseils sur la façon de trier ses déchets, le syndicat

Valor'Aisne dispose d'une chaîne YouTube avec plusieurs vidéos. ► Le syndicat dispose aussi d'un site internet : valoraisne.fr

**30** La tonne de déchets enfouis au centre Valor'Aisne de Grisolles coûte 30 euros de moins que dans un centre d'enfouissement privé.

LA PHRASE

« Pour le tri des déchets, l'économie solidaire est une filière de développement. Il faut y travailler avec les associations notamment. »

Eric Delhaye, président du syndicat Valor'Aisne

L'Union 4 octobre 2016

## **LA SALADE LAONNOISE**

Pour pouvoir voter à la primaire de la droite et du centre, les électeurs devront, à chaque tour, s'acquitter de la somme de 2 euros en espèces. Pas question, cependant, de donner un billet de 10 ou 20 euros et de demander la monnaie. Avant d'aller dans l'isoloir et de mettre son bulletin Sarzoky, Juppé, Lemaire ou NKM il faudra mettre l'appoint dans une tirelire. C'est ce que le secrétaire départemental des Républicains, Christophe Coulon, appelle « l'opération pièces jaunes »... même si Bernadette n'est pas candidate !

---

## **ENTRE NOUS SOIT DIT**

Patrick Laplace, maire de Blérancourt, peu tendre avec l'équipe dirigeante de la communauté de communes du Val d'Ailette dans le dossier de la dissolution avec rattachement des communes ou de la fusion avec les Vallons d'Anizy (notre édition de samedi), ne s'arrête pas en si bon chemin. Il organise ce vendredi 7 octobre à 18 heures dans la salle des fêtes de sa commune une réunion publique sur le thème « Le Val de l'Ailette ou la voyoucratie locale ». Avec pour accroche : « Des élus corrompus qui agissent contre les devoirs de leur charge, description d'un racket ». Fermez le ban ! Patrick Laplace annonce un trucage de comptes à la CCVA. Au banc des accusés, la présidence de François Bobo. Quand ça ne veut pas...

## TOURISME

# Le camping de Monampteuil dans le flou

La convention qui lie le Département à la société nautique laonnaise s'arrête dans un an. Personne ne sait ce que va devenir le site, les campeurs craignent d'être mis dehors.

## L'ESSENTIEL

- La société nautique laonnaise a été créée en 1941. Les campeurs y sont présents depuis plus de 50 ans.
- En 2007, une convention d'occupation est signée entre l'association et le Département. Son terme est dans un an.
- Sur le site, 66 emplacements sont occupés à l'année, 34 autres reçoivent des campeurs de passage.
- Le Département aimerait reprendre en main le site, mais personne ne sait vraiment comment.

Installé dans le bureau d'accueil du camping de Monampteuil, en ce début d'automne, Jean-Claude Buquet assure les dernières heures d'ouverture du site.

29 ans qu'il est président de la société nautique laonnaise et 38 ans qu'il a installé sa caravane sur un emplacement à l'année. Aujourd'hui, lui et les 65 autres campeurs qui louent un petit terrain pour leur caravane, craignent d'être chassés. « En 2017, c'est la fin de la convention avec le Département. Personne ne sait ce qui va se passer. Nous savons simplement que le syndicat mixte de l'Ailette qui gère le dossier, veut ramener ladite convention. Nous craignons d'être mis dehors. On nous prend pour



Jean-Claude Buquet espère pouvoir discuter raisonnablement avec le Département

des nautis, mais c'est M. et Mme Tout-lemonde qui est ici. Le prix de l'emplacement tourne autour de 1200 euros par an », explique le responsable.

À Monampteuil, le camping compte deux étoiles, et non pas trois, car le gardien ne parle pas anglais. 100 emplacements sont aménagés et 34 sont disponibles en saison entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 septembre, le tout sur 4,5 hectares.

« Nous avons du mal à être pleins en haute saison, et cette année ce fut une très bonne saison. Nous avons accueilli 3 000 personnes, plus les centres de loisirs soit 900 enfants, et nous avons refusé du monde. » Les relations avec les services du Département se sont faites plus étroites dès que le site à l'Ailette a été cédé à Center parcs. « À l'époque, ils avaient le projet d'un camping 4 étoiles de 220

emplacements. Ils voulaient remodeler le site et ajouter 2,5 hectares. Le terrain a été racheté pour 280 000 euros. Depuis 10 ans, le syndicat mixte a injecté 150 000 euros, notamment pour les sanitaires. Le Département annonce que nous sommes des privés. Oui et non. Notre objectif c'est d'équilibrer les comptes et pas de faire des bénéfices énormes. Nous disposons, d'un gardien, et de saisonniers. »

« Le Département a déjà essayé de se débarrasser de nous il y a plusieurs années »

Jean-Claude Buquet

Jean-Claude Buquet se souvient que le Département a déjà essayé de se débarrasser de la société nautique laonnaise. « Il y a plusieurs années, ils ont forcé le passage de la commission de sécurité, pour un bâtiment qui ne sert qu'au personnel pour y ranger les outils. Tout en sachant que la commission de sécurité n'était pas habilitée à statuer... »

Désormais, le président et les campeurs de Monampteuil attendent que les discussions soient entamées avec le département. Sans être hostile à la renégociation de la convention, Jean-Claude Buquet, aimerait que les futures conditions de gestion du camping restent raisonnables.

Philippe Timmerman, conseiller départemental et président du syndicat mixte de l'Ailette a indiqué qu'il fallait encore étudier les différentes possibilités, comme la mise en place d'une délégation de services publics ou une vente. Dans les deux cas, il n'est pas certain que la société nautique puisse continuer à occuper les lieux.

SAMUEL PARGHEAUX

SOMMERON

# Les maroilles Leduc s'agrandissent

L'entreprise Leduc, qui produit du maroilles depuis une cinquantaine d'années, poursuit son ascension et se développe. Elle agrandit son site de production qui a moins de 10 ans.

## L'ESSENTIEL

Les maroilles Leduc est une entreprise familiale installée près de La Capelle qui produit du maroilles industriel mais aussi du Vieux-Lille, Boulette d'Avesnes et Dauphin. Elle emploie une quarantaine de salariés et transforme 8,5 millions de litres de lait en fromage par an.

Avec une progression de 2 à 4 % par an, l'entreprise Leduc continue à se développer et a décidé de s'agrandir pour installer, entre autres, une nouvelle machine à brosser les fromages. Trois à quatre embauches sont prévues.

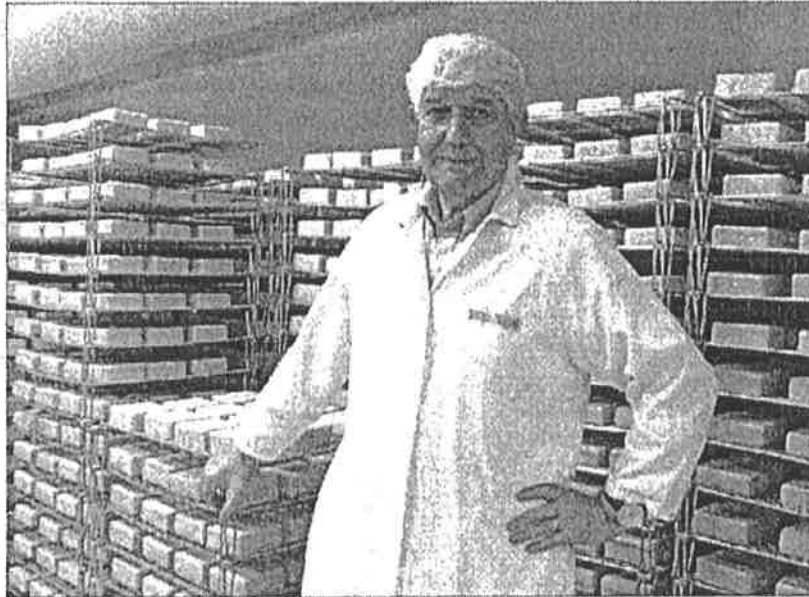
La Région, représentée par Marie-Sophie Lesne, en charge de la politique agricole, a visité la fromagerie jeudi 22 septembre.

Depuis près d'un demi-siècle, le producteur et affineur de maroilles, Claude Leduc, reste une référence dans la fabrication du célèbre fromage. Après avoir développé l'entreprise il y a huit ans, Claude Leduc, le PDG, poursuit son développement et agrandit son usine. L'extension se fait par l'arrière avec 600 m<sup>2</sup> supplémentaires de bâtiment qui vont permettre l'installation d'une troisième machine pour brosser le fromage. « On a commencé à réfléchir il y a un an à cette extension pour donner plus de souplesse à l'entreprise car je n'avais pas la possibilité d'installer une machine supplémentaire pour le broyage. »

L'extension va en fait permettre d'avoir plus de place pour le stockage mais aussi d'augmenter la capacité des fromages au moment de l'affinage, et d'accueillir une nouvelle machine dans la troisième partie du bâtiment destinée au lavage et broyage du fromage.

### + 9 % en 2015

Débuté en août, le chantier devrait être livré pour la fin d'année et représente un investissement de 700 000 euros. « Toute ma vie, j'ai investi et je continue à inves-



Claude Leduc est à la tête d'une entreprise de Thiérache qui se porte bien.

tir », explique le PDG Leduc, qui a plus que doublé la superficie de son entreprise en moins de 10 ans en y injectant 2,5 millions d'euros pour recréer des condi-

tions d'affinage modernes et optimales, avec couloir de visite pour touristes et vente directe.

Aujourd'hui, l'entreprise familiale se porte très bien avec une

croissance située entre 2 et 4 % par an, soit environ 450 tonnes produites chaque année. « En 2015, on a enregistré une hausse de 9 % mais c'était exceptionnel »,

## La Région met la main à la pâte

Marie-Sophie Lesne, vice-présidente des Hauts-de-France en charge de la politique agricole, a profité d'une journée en Thiérache pour visiter la fromagerie Leduc. « un fleuron qui mérite l'attention des politiques d'autant qu'il y a des enjeux. »

Marie-Sophie Lesne, également maire du Quesnoy, est venue presque en voisine. Elle a mis en avant le monde de l'entreprise locale et régionale qui doit pouvoir exporter davantage : « Il faut que la Région vous aide à travers certains organismes comme Business France qui est là pour faire la promotion de nos produits. Les Hauts-de-France sont une grande région de fromages qui apporte une vraie valeur ajoutée mais il faut aussi une stratégie de conquête sur les marchés à l'export et pas seulement les pays qui sont les plus proches de nous. Il faut démystifier cet acte. »

Marie-Sophie Lesne a aussi parlé de circuit court avec un objectif à court terme d'approvisionner les cantines scolaires sur le local, « j'active les plats-journaux locaux de



La délégation régionale a pu visiter l'entreprise.

l'offre et de la demande et on lance les appels à projets. Il faut aussi former les chefs de cuisine pour passer à l'acte, le but c'est d'aller vite et privilégier la viande fraîche et les produits laitiers. » Le maroilles sera donc peut-être bientôt au menu des cantines de toute la grande région.



« Toute ma vie, j'ai investi et je continue à investir »  
Claude Leduc, PDG de l'entreprise

rappelle Claude Leduc, fier de contribuer au développement du maroilles qui affiche une excellente santé depuis plus de 15 ans, avec un tonnage passé de moins de 2 000 tonnes à l'époque à 4 300 tonnes aujourd'hui. Alors qu'un concurrent direct comme le munster est redescendu de 9 000 à 5 000 tonnes vendues par an.

Il a fallu le séisme de la crise de l'istère en 1998 pour revoir toute la traçabilité du produit, et une stratégie marketing boostée par hasard en 2007 par le film de Danny Boon, Bienvenue chez les Ch'tis, pour arriver à dynamiser toute une filière.

L'entreprise exporte aussi avec des destinations plus ou moins phares : « on a relancé un grossiste anglais qui était intéressé mais ça peut prendre entre trois mois et trois ans pour les autorisations », explique Claude Leduc. Idem pour le Canada : « J'ai deux clients là-bas, c'est un pays qui a des quotas, j'ai aussi essayé de travailler avec la Chine mais ça n'a pas abouti. On travaille avec des grossistes qui sont spécialisés dans l'export, comme avec le Japon. »

Le maroilles se porte bien, l'entreprise Leduc en est un bel exemple. Il permet aussi de mieux valoriser la production locale du lait, ce qui, par les temps actuels est plutôt positif.

JÉRÔME HEMARD



## GUISE

### Pôle emploi

L'agence Pôle emploi est située au

277 rue de l'Europa. Horaires d'ouverture : du lundi au jeudi 8 h 30-12 h 15 et uniquement sur rendez-vous l'après-midi 13 h 30-16 h 15 ; vendredi : 8 h 30-12 h.

## RENDEZ

### VERVINS

► Prochain marché Thiérache fermière vendredi en salle polyvalente, de 16 h à 21 h. Nouveauté : pain bio, produits laitiers, huîtres... Avec animation sur la sécurité routière.

### LA CAPELLE

► L'Union commerciale et artisanale capelloise organise un repas solrée bavaroise, samedi halle Michel-Flandre des 20 h. Choucroute et dessert 18 euros (5 euros jusqu'à 12 ans). Réserva-

tions au 03 23 97 31 69.

### BUIRONFOSSÉ

► Solrée choucroute organisée par l'Amicale des sapeurs-pompiers, samedi des 20 h à la salle polyvalente.

## EMPLOI

## « 50 000 » sur les 60 000 promis

L'objectif de Xavier Bertrand n'est pas tout à fait rempli au bout de neuf mois. Il n'a pas réussi à remettre en activité 60 000 personnes d'ici fin septembre.

La marche était un peu trop haute. Le président (LR) de la Région, Xavier Bertrand, l'a concédé hier matin lors d'une conférence de presse sur l'emploi : il n'a pas complètement réussi à tenir sa promesse de campagne de remettre en activité 60 000 personnes d'ici fin septembre. Alors que la nouvelle majorité aime à constater ses documents de communication du logo « Engagement pris, promesse tenue », voilà qu'au bout de neuf mois, le compteur est resté à 50 522. Sur ce total, « 40% ont trouvé une formation, et le reste un emploi ou un contrat d'apprentissage ».

Si le chiffrage est précis, quelle crédibilité lui accorder ? Les données détaillées ne seront publiées en ligne que la semaine prochaine et remises à jour régulièrement. Mais déjà, plusieurs constats s'imposent. « Les chiffres de l'emploi ont été mauvais en août », a reconnu le patron des Hauts-de-France. Qui ne s'attendait pas non plus à devoir consacrer autant de temps à la sauvegarde d'emplois déjà existants menacés, qu'il estime à 55 000.

## Amazon se confirme à Amiens

Le président n'a pas voulu s'attribuer les 45 000 emplois concernés par les allègements de charges décidés par le gouvernement, alors que le dispositif de la Région (assez similaire) n'a bénéficié qu'à « quelques centaines d'emplois ». Mais Xavier Bertrand se félicite d'avoir conventionné avec l'État pour profiter du plan « 500 000 formations » du gouvernement. « Nous réussissons à bien travailler ensemble. » Avec le nouveau haut-commissaire à la réindustrialisation, aussi.

Quant à Proch'Emploi, la plateforme lancée dès janvier par la nouvelle majorité, elle s'est révélée un échec pour 70% de ceux qui l'ont sollicitée (lire ci-contre). Ce



Xavier Bertrand : « Il faut que les entreprises aient le réflexe de nous contacter quand elles ont un problème. » Stéphane Mortagne / Le Voix du Nord

qui ne signifiera pas son abandon. Proch'Emploi peut « déclencher une formation en trois semaines, au lieu de trois mois jusqu'ici », maintient Xavier Bertrand. Tout en traçant quelques nouvelles priorités de soutien au développement de la

robotique, de la filière logistique ou encore de la méthanisation.

Pour le reste, « je n'ai pas le pouvoir d'agir sur la croissance internationale, ni sur les carnets de commandes. Mais il faut que les entreprises aient le réflexe de nous

## « Passer à la vitesse supérieure »

Le service d'accueil des demandeurs d'emploi « made in Hauts-de-France » (numéro vert 0800 02 60 80) a reçu environ 8 000 appels depuis janvier, selon Xavier Bertrand. Sur ce premier total, 6 600 entretiens ont été réalisés. Une « solution » a été apportée à 1 900 personnes : 38% sous forme d'emploi ou de contrat d'apprentissage (1 600 environ) et 12% en termes de formation (250). Premier enseignement donc, la plateforme n'a été utile qu'à 30% des gens qui l'ont sollicitée. Faible mais pas si mal, au regard des standards de Pôle Emploi. « Nous allons devoir passer à la vitesse supérieure et professionnaliser l'offre », trace Xavier Bertrand. Une vingtaine de « plates-formes » seront installées dans la grande région en 2017. Des conventionnements sont imaginés avec les Missions locales. Et de nouveaux accords seront passés avec des pourvoyeurs d'offres, comme c'est déjà le cas avec Engie, Adecco, ou Mac Donald's. D'autres se profilent, tels qu'avec Burger King ou « un grand de groupe de l'agroalimentaire ». Un élargissement du cercle indispensable. Proch'Emploi n'a récolté que 2 400 offres de postes à proposer jusqu'ici.

## Un parc de voitures pour aider le retour à l'emploi

Xavier Bertrand l'a annoncé : dès 2017, la Région mettra à disposition, à tarif « symbolique », un parc de véhicules assurés par la collectivité, destinés aux travailleurs qui retrouvent un emploi. Et qui, en période d'essai, n'ont pas encore les moyens de s'acheter une voiture. Une partie des véhicules réformés du parc de la Région sera mobilisée. « On proposera aussi aux concessionnaires de racheter leurs vieux véhicules », ajoute Xavier Bertrand, qui prévoit à terme un parc de plusieurs centaines de voitures. Pour les personnes qui retrouvent du travail, la Région travaille également à un plan de soutien dans le domaine de l'aide à la garde d'enfant, mais sans plus de prédelion pour l'instant.

contacter. On se battra sur tous les dossiers ». Un contact sera pris cette semaine avec Bigard, dont le site d'Ailly-sur-Somme est menacé de fermeture. Et le président de Région a confirmé l'installation d'une plate-forme de vente en ligne Amazon (plusieurs centaines d'emplois à la clef) en périphérie d'Amiens. Détails demain, a priori.

Une bonne nouvelle donc, qui ne suffira pas à enjoliver un premier bilan, basé sur une promesse chiffrée. Un exercice que Xavier Bertrand dit ne pas vouloir renouveler. « C'est une façon de nous mettre l'épée dans les reins. Mais qui croit encore aux objectifs chiffrés ? », s'interroge-t-il. Avant d'en revenir malgré tout à un autre chiffre : « Je ne vais pas m'arrêter à 60 000. Car le vrai sujet, ce sont les 385 000 personnes qui restent inscrites à Pôle Emploi. »

GAËL RIVALLAIN

CONSEIL RÉGIONAL

# Emploi : quel premier bilan pour Xavier Bertrand ?

À l'heure de « rendre des comptes », Xavier Bertrand évoque les 50 522 personnes qui ont (re)trouvé une activité, contre les 60 000 promis lors de la campagne des régionales.

■ Le retour vers l'emploi pour 60 000 chômeurs d'ici septembre 2016. C'était l'une des promesses de Xavier Bertrand alors qu'il battait campagne pour les élections régionales. Un pari qui s'annonçait difficile et oblige à un premier bilan après seulement neuf mois de mandat.

Et ce lundi, il a dû se résoudre à faire son *mea culpa* : lors d'un point presse, l'objectif fixé « n'a pas été atteint à 100 % », puisque le chiffre dévoilé hier est de 50 522 personnes qui ont été remises en activité depuis que l'ancien maire de Saint-Quentin a pris la tête du Nord-Pas-de-Calais-Picardie, désormais baptisé Hauts-de-France.

**LES RAISONS** Xavier Bertrand le sait, difficile de « se dérober » lorsque son fameux « 60 000 » a fait le tour des plateaux télé, des radios et de la presse écrite. Hier, il est donc revenu sur ce semi-échec. Car si la promesse n'a pas été tenue, 50 522, ce n'est pas si loin. Mais sur ce point, le président des Hauts-de-France s'abstient de tout commentaire. Il préfère évoquer des difficultés non (ou mal) anticipées, telles que le travail qu'a nécessité la mise en place de « politiques » dans une nouvelle grande région. « Et puis aussi peut-être parce que, quand on est dans une campagne électorale, on se voit plus beau et plus fort », confesse celui qui a été peut-être un petit peu trop ambitieux dans ses prévisions. Les dispositifs mis en place n'ont donc pas suffi pour atteindre l'objectif.

À côté, il y a aussi les entreprises en difficulté, sujet récurrent dans la région, qui ont forcément joué. À l'instar de Pentair, dans la Somme, toujours en discussion avec le repreneur ; ou NLMK, à Beaufort, qui va définitivement fermer. « Nous n'avions pas imaginé que nous allions passer beaucoup de temps, répondre à beaucoup de sollicitations pour sauvegarder, pour protéger les emplois », relate Xavier Bertrand.

Dans le détail, les chiffres par secteur géographique ou par secteur d'activité n'ont pas encore été dévoilés. Toutefois, environ 40 % des 50 522 correspondraient à des formations, les 60 % restants à des contrats (emploi ou apprentissage). Et une liste des « entreprises aidées par Région » sera mise en ligne la semaine prochaine.



Xavier Bertrand : « Que les entreprises aient le réflexe de nous contacter quand elles ont un problème ». Pix. Courrier picard

**PROCHEMPOI** C'était l'autre bilan attendu. En janvier, les Hauts-de-France lançaient Prochemploi, une plate-forme destinée à rapprocher les demandeurs d'emploi et les entreprises, sociétés, recruteurs ayant des postes à pourvoir. « Je fonde beaucoup d'espoir [en ce dispositif] », a réitéré hier Xavier Bertrand. En l'espace de neuf mois, le numéro vert a enregistré 8 000 appels. Qui ont abouti à 6 605 entretiens. « 1 900 solutions ont été apportées », soit environ 30 %. Pour l'élu saint-quentinois, reste désormais à « professionnaliser la démarche ». Car des antennes devaient « fleurir » dans toute la région – 21 d'ici la fin de l'année –, dont une à Saint-Quentin.

Dans les autres « succès », l'ex-ministre du Travail évoque aussi les récentes signatures. Telles que celle avec Adecco qui doit per-

mettre la création de 350 CDI Intérimaires.

**3 À VENIR** À l'heure de « rendre des comptes », le président avait également prévu un certain nombre d'annonces. Outre le passage « à la vitesse supérieure » pour Prochemploi, Xavier Bertrand relève notamment la « mise à disposition d'un parc de véhicules » à destination de chômeurs, dès le début de l'année 2017. Le principe étant que la Région acquiert des automobiles, qu'elle loue ensuite aux personnes qui n'en disposent pas pour se rendre sur leur lieu de travail. Le tout pour une « participation très symbolique ». Ce « prêt » serait accessible le temps de la période d'essai.

Côté apprentissage, sur lequel l'accent avait été également mis, les chiffres arriveront plus tard. Mais Xavier Bertrand indique déjà vouloir demander à l'État que « la Région puisse bénéficier d'une expérimentation » : à savoir que les apprentis (mineurs ou majeurs) aient « les mêmes droits » qu'un salarié, ceci afin de favoriser leur recrutement.

**4 LES CHANTIERS** reste la question des territoires qui souffrent toujours plus que les autres, dans une région où le taux de chômage bat sans cesse des records. Dans la balance, l'industrie ou plutôt la perte d'industries dans certains bassins d'emploi. Sur ce point, l'élu s'est dit prêt à « financer l'innovation, financer l'investissement, financer la formation ». Pour, à défaut d'obtenir des créations à terme, maintenir les postes existants.

Pour les secteurs les plus touchés, Xavier Bertrand a évoqué la Mission Vasseur. Mise en place au printemps dernier dans le cadre d'un partenariat entre État et Hauts-de-France, elle vise « à la revitalisation et la ré-industrialisation » du territoire. Une mission qui pourrait avoir tout son sens pour le cas de Feignies/Beaufort-La Fère : « Là, il faut absolument mettre en place de nouveaux dispositifs et peut-être aussi des financements s'il y a reprise d'activité », reconnaît le chef de Région.

Toujours est-il que les dispositifs sont encore à renforcer. Notamment là où Prochemploi, lui-même, a du mal à prendre.

THIERRY DE LESTANG PARADE

MARIAM FOURNIER

## Nouveau duo dans l'Aisne

La préfecture a accueilli vendredi un mariage ou plutôt des fiançailles : Nicolas Basselier, préfet, et Xavier Bertrand, président du conseil régional des Hauts-de-France, ont signé une convention en faveur de l'emploi. Cette cérémonie s'est déroulée lors d'une réunion du service public de l'emploi départemental, réunissant de nombreux acteurs. Cette instance, plutôt discrète, ne s'était pas réunie depuis... deux ans. Une donnée, un peu étonnante, dans un département frappé par un taux de chômage de près de 14 %. Mais justement, il s'agit maintenant de travailler de façon différente. Dans chaque arrondissement, les sous-préfets seront associés à un conseiller régional pour définir les besoins et y répondre. « Il faut renforcer les synergies. Pragmatisme et efficacité doivent guider notre travail », a avancé le préfet.

Du début de l'année à mai, 19 000 personnes ont réussi à trouver un travail. Mais il s'agit de faire encore mieux. Fort d'un budget de 262 millions d'euros pour la formation professionnelle, Xavier Bertrand veut « rapprocher les besoins et la demande ». Il annonce son intention de mettre à disposition une voiture de la Région dans les zones rurales pour les personnes recherchant un emploi et dans l'impossibilité d'en trouver un. La seule obligation des bénéficiaires serait une participation financière symbolique. Xavier Bertrand veut adopter des méthodes simples mais efficaces. Sans prétendre au rôle du magicien, il met en avant du « sur-mesure » en remarquant qu'il n'y a pas deux secteurs qui se ressemblent.